



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 21 avril 2021 — N° 181**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. François Paradis**

---



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Le Jour de la Terre.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Hommage à l'entreprise-école Scoloco du Collège Sainte-Anne à Lachine.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *Le 75<sup>e</sup> anniversaire de Sainte-Anne-des-Lacs.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Lettre ouverte de Mme Emmie Charron, jeune athlète et citoyenne du comté de Vaudreuil.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Jour de la Terre : des élèves inspirants dans Beauharnois.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Maude Desjardins.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Une distinction méritée pour M. Claude Dubé.*
- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Hommage à M. Dikran Arouchian.*
- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Souligner les 45 ans d'existence du Centre d'action bénévole de Québec.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**    a) documents  
              b) rapports de commissions  
              c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2  
**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 30**  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) **Projet de loi n° 49**  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les  
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et  
diverses dispositions législatives  
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le  
**13 novembre 2019**
- 3) **Projet de loi n° 61**  
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des  
conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison  
de la pandémie de la COVID-19  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
président du Conseil du trésor le 3 juin 2020  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le  
11 juin 2020  
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 4) Projet de loi n° 83  
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **10 décembre 2020**
- 5) Projet de loi n° 86  
Loi concernant la dévolution de la couronne  
Présenté par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne le **11 mars 2021**
- 6) Projet de loi n° 88  
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le 11 mars 2021  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **20 avril 2021**

*Étude détaillée en commission*

- 7) Projet de loi n° 23  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 8) Projet de loi n° 39  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 9) Projet de loi n° 59  
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021  
Principe adopté le **16 février 2021**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 10) Projet de loi n° 64  
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020  
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 11) Projet de loi n° 74  
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures  
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020  
Principe adopté le **2 février 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12) Projet de loi n° 78  
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 décembre 2020  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 9 mars 2021  
Principe adopté le **14 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 13) Projet de loi n° 79**  
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement  
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 9 décembre 2020  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 13 avril 2021  
Principe adopté le **14 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 14) Projet de loi n° 82**  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020  
Présenté par le ministre des Finances le 11 décembre 2020  
Principe adopté le **17 février 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15) Projet de loi n° 84\***  
Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement  
Présenté par le ministre de la Justice le 10 décembre 2020  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 2 février 2021  
Principe adopté le **4 février 2021**,  
Renvoyé à la Commission des institutions

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*



## II. Projets de loi publics au nom des députés

### *Adoption du principe*

- 16)** Projet de loi n° 190  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 17)** Projet de loi n° 191  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions  
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 18)** Projet de loi n° 192  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 19)** Projet de loi n° 193  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 20)** Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 21)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 22)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 23) Projet de loi n° 198  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 24) Projet de loi n° 199  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 25) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 393  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 396  
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 29) Projet de loi n° 397  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 398  
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 31) Projet de loi n° 399**  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 32) Projet de loi n° 490**  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 33) Projet de loi n° 491**  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 34) Projet de loi n° 492**  
Loi sur le droit à la déconnexion  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 35) Projet de loi n° 493**  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 36) Projet de loi n° 495**  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 496**  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 497**  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

- 39) Projet de loi n° 590**  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec  
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 591**  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 41) Projet de loi n° 594**  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 42) Projet de loi n° 595**  
Loi créant le registre des loyers  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 43) Projet de loi n° 596**  
Loi instituant Pharma-Québec  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 44) Projet de loi n° 597**  
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale  
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 45) Projet de loi n° 598**  
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d’un permis d’alcool de restaurant pour vendre  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 46) Projet de loi n° 599**  
Loi visant le respect de l’orientation sexuelle et de l’identité de genre  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**

- 47) Projet de loi n° 690  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 48) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec  
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 49) Projet de loi n° 692  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 50) Projet de loi n° 693  
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 51) Projet de loi n° 695  
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 52) Projet de loi n° 696  
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**
- 53) Projet de loi n° 697  
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**

- 54) Projet de loi n° 698  
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs  
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 55) Projet de loi n° 699  
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1<sup>er</sup> avril 2021**
- 56) Projet de loi n° 790  
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 57) Projet de loi n° 792  
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**

*Étude détaillée en commission*

- 58) Projet de loi n° 197  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019  
Principe adopté le **13 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### III. Projets de loi d'intérêt privé

#### *Consultation et étude détaillée en commission*

- 59) Projet de loi n° 209  
Loi concernant la Ville de Saint-Tite  
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 60) Projet de loi n° 214  
Loi concernant la Ville de Sutton  
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 61) Projet de loi n° 215  
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe  
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62) Projet de loi n° 216  
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal  
particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau  
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 63) Projet de loi n° 217  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale  
catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 64) Projet de loi n° 219  
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**65)** Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2022 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2021 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **30 mars 2021**.

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

**66)** 20 avril 2021

Motion de la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue

QU'à l'occasion du Jour de la Terre, l'Assemblée nationale rappelle la nécessité de protéger le territoire naturel dans l'ensemble du Québec, afin de permettre à la population d'y avoir accès pour y pratiquer des activités respectueuses des écosystèmes;

QU'elle constate que le gouvernement caquiste n'a pas atteint son propre objectif de protéger 17% du territoire dans toutes les régions du Québec;

QU'elle rappelle que 83 projets d'aires protégées ont été refusés par le gouvernement et qu'une vaste majorité de celles-ci se situent dans les secteurs plus convoités par l'industrie forestière;

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement de décréter un moratoire sur les coupes forestières dans ces 83 projets d'aires protégées jusqu'à l'atteinte de la cible dans chaque région du Québec.



Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

#### **Mandat réglementaire**

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

**Mandat de l'Assemblée**

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 49**, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives (mandat confié le 13 avril 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominingue (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 78**, Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 74**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures (mandat confié le 2 février 2021).
- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020 (mandat confié le 17 février 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

### **Mandat réglementaire**

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 84**, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (mandat confié le 4 février 2021).

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 79**, Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 13 avril 2021).

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 83**, Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire (mandat confié le 25 mars 2021).

### COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

#### **Mandat réglementaire**

##### Interpellation :

- Du député des Îles-de-la-Madeleine à la ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal sur le sujet suivant : *Les projets de transport en commun dans l'est de Montréal* (avis donné le 15 avril 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE  
FIN DE VIE

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux liés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les questions déjà inscrites paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

189) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**

Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

Dans le rapport de la CFP, deux recommandations n'ont pas été retenues par le gouvernement dans le Plan d'action du ministre des Finances, soit les recommandations 5 et 6 :

« 5. Impose les dividendes reçus au Québec et qui ont fait l'objet de déductions à l'étranger.

6. Accorde un crédit d'impôt équivalent à l'impôt payé sur un revenu à l'étranger plutôt que de permettre le rapatriement de ce revenu au Québec en franchise d'impôt. »

Le Plan d'action mentionne ceci : « En 2017, 29 des 35 pays membres de l'OCDE ont un régime permettant le rapatriement des bénéficiaires étrangers au moyen de dividendes sans imposition ou offrent un allègement à l'égard de tels dividendes. » (Plan d'action, p. 157)

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Quelle est l'évaluation des sommes que le Québec perd en refusant d'appliquer ces deux recommandations?
- Quelle est l'évaluation des effets de la perception des dividendes imposée par 6 des 35 pays membres de l'OCDE?
- Est-ce que le Québec a entamé des discussions avec le gouvernement fédéral et les autres provinces pour faire front commun dans l'imposition de ces dividendes ?



190) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**

Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 2 du Plan d'action énonce que « le Québec demande au gouvernement fédéral de lui transmettre les informations accessibles dans le cadre des conventions fiscales bilatérales signées avec d'autres pays ».

En février 2018, devant les membres de la CFP, le ministère des Finances témoignait que dans le cadre des conventions fiscales actuelles, seuls les renseignements transmis par la France et les États-Unis pouvaient être transmis au Québec par l'Agence du Revenu du Canada. Par contre, ces conventions fiscales permettraient au Québec de recevoir les données sur les entreprises québécoises faisant affaire à l'étranger.

La mesure 3 du Plan d'action énonce « [qu']afin de tirer pleinement parti des informations obtenues grâce aux mesures 1 et 2, le Québec met en place le Groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales, pour exploiter les données financières et fiscales.»

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 2 du plan d'action :

- Dans quelle mesure est-ce que le gouvernement du Québec obtient à l'heure actuelle du gouvernement fédéral les informations obtenues par ce dernier en vertu :
  - De toutes les conventions fiscales auxquelles le Canada est partie prenante?
  - Des déclarations pays par pays mises en œuvre dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE et que le Canada reçoit depuis 2017?
- Est-ce que les informations transmises du gouvernement fédéral au Québec permettent, d'une part, de pouvoir établir les chiffres d'affaires et les profits réalisés par les entreprises transnationales au Québec et, d'autre part, d'établir les profits détournés en vue de leur plus faible imposition ailleurs que chez nous?

- Comment le Québec, en vertu de sa souveraineté en matière fiscale, compte-t-il remédier à la situation s'il n'a pas reçu des informations, pour assurer une équité fiscale des entreprises québécoises vis-à-vis des entreprises transnationales?

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 3 du plan d'action :

- Pour chaque année depuis la publication du Plan d'action, combien de personnes ont fait partie de ce groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales (En équivalent temps complet — ETC)?
- Quelles sommes ont réellement été dépensées par Revenu Québec pour ce groupe d'intervention spécialisé?
- Quels ont été les objectifs d'embauche de personnel pour ce groupe, notamment de professionnels spécialisés sur les questions de planifications fiscales internationales?
- Est-ce que ces objectifs ont été atteints pour chacune des années depuis la publication du Plan d'action?
- Est-ce qu'un rapport d'étape concernant les travaux de ce groupe est disponible et déposé devant la Commission?
- Quelle est la proportion du personnel affecté aux travaux sur les entreprises en comparaison avec celle du personnel affecté aux travaux sur les particuliers sachant que seulement 5 % des fonds qui transitent par des paradis fiscaux appartiennent à des particuliers?
- Considérant cette proportion (le 5 % mentionné ci-dessus), y aurait-il lieu de mettre l'accent davantage sur les planifications fiscales des sociétés plutôt que celles des particuliers?

191) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**  
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public *le Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 5 du Plan d'action énonce que « le Québec appuiera l'Agence des services frontaliers du Canada pour assurer la perception de la taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec. »

Nous savons que la mesure 5 n'a pas donné les résultats escomptés. Par contre, un projet pilote de taxation à la frontière sera établi en 2021 selon ce qui a été annoncé dans le cadre de la présentation du budget 2020 : «Compte tenu de la volonté commune des deux gouvernements, le Québec travaillera avec le gouvernement fédéral afin de mettre en place, en 2021, des règles harmonisées de perception de la TVQ et de la TPS/TVH par les fournisseurs étrangers» (Source : Budget 2020-2021, Renseignements additionnels, p. B.4).

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Où en sont les discussions avec le gouvernement fédéral relativement à ce projet pilote et quelles en sont les grandes lignes?
- Est-ce que le ministère des Finances a mis à jour son estimation de 2017 des revenus perdus en taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec? Si oui, quelles sont les pertes estimées en 2020?
- Est-ce que le ministère des Finances a étudié les effets négatifs de ce passe-droit pour les commerces et entreprises locales? Si oui, quelles sont les conclusions?

192) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**  
Au ministre des Finances

Les gouvernements des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20 ont amorcé en 2013 une refonte en profondeur des règles fiscales internationales. C'est ainsi que le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) a été créé. L'objectif de ce projet était de revoir les règles en vigueur pour qu'elles soient adaptées au contexte de l'économie mondiale, et qu'elles suivent l'évolution de cette dernière. Il s'agissait donc de faire en sorte que les bénéfices soient imposés dans les pays où les activités économiques s'exercent. L'un des principaux problèmes identifiés comme étant à l'origine du phénomène BEPS est l'absence de coordination entre les règles nationales. De plus, l'évolution constante de l'environnement économique mondial amène souvent un décalage avec les règles internationales. Enfin, il a été constaté qu'il y avait des lacunes importantes et généralisées dans la connaissance des données et des informations.

Le Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de 2013 énonce 15 actions, autour de trois axes : «parvenir à une cohérence entre les règles nationales ayant des effets sur les activités transnationales, renforcer

les exigences relatives à la substance des normes internationales en vigueur et améliorer la transparence ainsi que la visibilité pour les entreprises qui n'adoptent pas une ligne de conduite offensive.»

En octobre 2020, le Cadre inclusif pour le BEPS (regroupement de plus de 125 pays et juridictions qui collaborent à la mise en œuvre des mesures découlant du projet BEPS) a diffusé les plans de travail des deux Piliers résultant du projet BEPS, soit :

1. Les solutions pour répartir les droits d'imposition entre juridictions («lien et répartition des bénéfices»);
2. La conception d'un système propre à garantir que les entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les bénéfices.

Mes questions au ministre des Finances :

- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une analyse des effets pour le Québec des propositions de l'OCDE soumises en octobre dernier (piliers 1 et 2) ?
- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une évaluation des revenus qui pourraient être générés pour le Québec si la proposition de l'OCDE (piliers 1 et 2) était mise en œuvre ?
- À la lumière des difficultés à obtenir un accord multilatéral relativement à la taxation de l'économie numérique, ne serait-il pas judicieux pour le Québec d'introduire une nouvelle taxe temporaire sur le chiffre d'affaires des entreprises du secteur numérique, comme l'ont fait certaines juridictions telles que la France?
- Puisqu'une harmonisation d'une telle taxe temporaire sur l'économie numérique avec le gouvernement fédéral serait souhaitable, est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec ont entamé des discussions avec leurs homologues fédéraux à ce sujet?
- Dans le contexte des déficits budgétaires importants liés à la pandémie de COVID-19 et à la hausse concomitante des revenus et des profits des géants de l'économie numérique, le ministre juge-t-il opportun que le gouvernement du Québec fasse une demande explicite au gouvernement fédéral pour qu'une taxe temporaire sur les entreprises de l'économie numérique soit mise en œuvre ?

193) M. LeBel (Rimouski) – **9 février 2021**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Plusieurs personnes âgées de ma circonscription ainsi qu'à travers le Québec sont touchées par une hausse très importante du coût des loyers dans les résidences privées pour aînés (RPA) qui dépasse le taux d'inflation. Je comprends que les frais d'opération dans les RPA ont été affectés par le contexte de la pandémie, comme bien des entreprises, mais les aînés ne sont pas tous dans des résidences de luxe, la grande majorité n'a tout simplement pas les moyens de faire face à cette augmentation. Certains d'entre eux n'ont pas de famille pour les soutenir et souvent les aînés ont peur de représailles. Les personnes âgées ont une capacité limitée de payer puisque 60 % des aînés de 65 ans et plus ont des revenus de moins de 30 000 \$ par année.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre peut mettre en place rapidement des mesures spécifiques pour protéger les aînés de ces hausses inacceptables en mettant en œuvre un programme d'aide destiné à soutenir les petites résidences ayant des difficultés financières ou encore en assurant de meilleurs revenus pour les aînés vivant dans ces résidences ?

197) M. LeBel (Rimouski) – **18 février 2021**  
Au gouvernement

La dernière année a été éprouvante pour une grande partie de la population aînée du Québec. Les failles dans notre façon de concevoir le vieillissement et les services à offrir aux aînés sont apparues au grand jour. Sans chercher des coupables, il nous faut admettre que les choses doivent changer en profondeur et qu'il est nécessaire de revoir notre conception du « bien vieillir » au Québec.

Nous devons faire les bons choix pour adapter la société québécoise au vieillissement de sa population, car c'est un enjeu sociétal majeur qui exige de la vision et des actions concrètes.

Il est évident que nous vivons tous plus vieux puisque l'espérance de vie est beaucoup plus grande étant donné que nous sommes davantage en santé, mais il est moins évident de prétendre que nous vivons mieux. La réponse dépend de notre capacité à adapter la société à ce nouveau paradigme. Cela demande de remettre profondément en question notre conception du vieillissement, de la retraite, des différents âges de la vie et de la contribution de chacun à la vie en société.

Dans ma circonscription, où déjà une personne sur quatre a plus de 65 ans, j'ai initié en octobre 2019 un grand colloque où les aînés, les élus et les intervenants ont pris conscience de la situation. Ensemble, nous avons identifié des actions concrètes pour faire de la longévité non pas un problème, mais quelque chose de positif.

Cette prise de conscience doit se faire pour tout le Québec qui est une des sociétés les plus vieillissantes au monde. C'est urgent d'agir. Je sais que nous sommes tous d'accord sur le pourquoi, pas besoin de convaincre personne, maintenant on doit mobiliser l'ensemble du Québec sur le comment.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement est prêt à engager un processus de mobilisation des aînés et des actrices et acteurs de la société civile nous menant d'ici l'automne 2022 à des États généraux sur l'adaptabilité de la société québécoise au vieillissement de la population?

201) Mme Ghazal (Mercier) – **9 mars 2021**

Au ministre des Transports

Un décret (890-2010) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a été émis dans le cadre du projet de reconstruction du complexe Turcot sur le territoire des villes de Montréal, de Montréal-Ouest et de Westmount, pour assurer de bon déroulement du point de vue de l'environnement de ce grand projet.

Un volet du décret, la condition No. 8 concernant la Falaise Saint-Jacques requiert une compensation pour les dommages que subiront le milieu humide et les arbres qui s'y trouvent.

Plutôt que de créer des bassins et un étang comme présenté au public, le ministère veut implanter un fossé qui nécessiterait d'abattre entre 400 et 625 arbres, même s'ils sont pour la plupart sains. Les explications du MTQ que ces travaux sont nécessaires « afin de faciliter l'entretien, d'assurer un drainage adéquat et de garantir, à long terme, la stabilité de la falaise Saint-Jacques ainsi que de la butte de la bande verte » portent à confusion, car les racines des arbres jouent un grand rôle à assurer la stabilité des sols.

La Falaise est une importante route pour les oiseaux migrateurs, pour lesquels ces arbres sont essentiels, en plus d'abriter 65 espèces d'oiseaux, dont des espèces comme la grive des bois et l'hirondelle des cheminées qui sont menacées, ainsi que la couleuvre brune, qui est en voie de l'être.

À la lumière de ce qui précède, nous souhaitons que le ministre réponde aux questions suivantes :

1. Pourquoi le ministre des Transports n'a pas respecté la condition 8 du décret 890-2010, concernant la Falaise Saint-Jacques ?
2. Pourquoi le groupe « Sauvons la falaise » n'a-t-il pas été averti ni de l'approbation par le ministre de l'Environnement des travaux d'abattage des arbres ni du début des travaux, malgré une promesse de le faire?
3. Qu'est-ce que le ministre entend faire pour respecter la condition n° 8?

205) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**  
Au ministre de l'Éducation

En avril 2020, le premier ministre avait affirmé que l'immunité collective était l'une des raisons expliquant le retour des élèves en classe.

Est-ce que le ministre peut déposer les avis de la Santé publique à ce sujet?

206) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**  
Au ministre de l'Éducation

Le 8 janvier 2021, le ministre de l'Éducation annonçait qu'une application mobile serait créée afin de permettre aux jeunes d'avoir accès à des ressources, témoignages, vidéos, etc. Le ministre annonçait également que des places d'échanges sur des thèmes répondant aux besoins des jeunes seraient instaurées pour permettre de briser l'isolement et offrir des avenues pour gérer le stress, en plus d'un service de messagerie (chat) accessible partout au Québec.

Pour chacune de ces annonces, est-ce que le ministre peut nous indiquer l'état d'avancement des travaux, les échéances, les organismes partenaires chargés de mettre en place ces mesures et le contrat accordé à l'organisme?

207) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **9 mars 2021**  
Au ministre de l'Éducation

Le 8 janvier 2021, le ministre de l'Éducation annonçait la mise en place d'un programme de tutorat et selon le communiqué de presse, « le lancement de divers programmes de tutorat qui débiteront dès la fin janvier ».

Le ministre peut-il nous indiquer la liste des programmes de tutorat mis en place en indiquant la date et les sommes octroyées, ventilées par centre de services scolaire?

212) M. LeBel (Rimouski) – **16 mars 2021**  
Au gouvernement

Des personnes en situation de pauvreté de la région et des organismes qui les défendent se plaignent de ne plus avoir accès aux services de denturologiste.

Un malaise dont la responsabilité est principalement imputable au gouvernement du Québec, selon l'Association des denturologistes, dont la spécialité est la fabrication, la pose et l'ajustement de prothèses dentaires.

Rappelons que d'être privé de ces services peut causer des problèmes de santé aux personnes concernées ou aggraver ceux qu'ils connaissent déjà.

Je pense qu'on ne doit pas lancer la pierre aux denturologistes. Le problème c'est que le gouvernement rembourse que les deux tiers de la facture aux denturologistes qui sont aussi aux prises avec une imposante bureaucratie et beaucoup de paperasse imposée par l'État. Une situation qui dans plusieurs régions se traduit par un refus complet des denturologistes d'offrir les soins à une partie de notre population la plus vulnérable.

Il y a une pression mise sur les denturologistes qui se traduit par des conséquences importantes sur la santé des Québécoises et Québécois qui sont bénéficiaires de l'aide sociale, ce qui est inacceptable.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement est au courant de la situation? Que va-t-il faire pour corriger cette situation inacceptable? C'est une question de santé et de justice sociale.



214) Mme Melançon (Verdun) – **18 mars 2021**  
À la ministre du Tourisme

Le 11 juin dernier, la ministre du Tourisme annonçait le Plan de relance touristique doté d'une enveloppe d'aide d'urgence au programme PACTE de 446 M\$ en prêts incluant un pardon équivalant à 25 % de la somme à rembourser jusqu'à un plafond de 100 000 \$. Ce qui représente seulement une aide directe de 8 %. Cette faible proportion a pour effet d'alourdir le fardeau financier des établissements et des attraits touristiques du Québec et de nuire à la relance de l'industrie.

Le 10 novembre dernier, la ministre annonçait une modification au Plan de relance touristique qui a fait passer la portion pardonnable du prêt de 25 à 40 % sans changement à l'égard du plafond maximal qui est maintenu à 100 000 \$.

Le 12 février dernier, la ministre annonçait une nouvelle modification au programme PACTE en augmentant cette fois la partie pardonnable à 250 000 \$ et en ajoutant la couverture de 100 % de leurs dépenses mensuelles en énergie engagées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 30 juin 2021, jusqu'à 35 000 \$ par mois, soit un total maximal de 210 000 \$ par établissement.

À la suite des modifications énoncées précédemment, la ministre peut-elle nous indiquer la proportion du 446 M\$ du programme PACTE, volet Tourisme, qui est consacré en aide directe aux établissements et aux attraits touristiques ?

215) Mme Melançon (Verdun) - **18 mars 2021**  
À la ministre du Tourisme

Au cours des dernières semaines, la ministre a annoncé le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable. Lors de la conférence de presse, la ministre a affirmé que la première mesure qu'elle souhaite mettre rapidement en place est un circuit en voiture électrique pour aller à la rencontre des vignobles et des agriculteurs de l'Estrie.

En lien avec cette déclaration et l'objectif 2.2 du Plan d'action, la ministre peut-elle nous indiquer, quelles sont les premières régions visées par le déploiement de tels circuits, quels sont les investissements prévus qui seront nécessaires à la création de ces circuits et quels sont les échéanciers pour les mettre en place ?

216) M. Tanguay (LaFontaine) – **18 mars 2021**  
Au ministre de la Justice

L'honorable juge Claude Dallaire a rendu le 14 avril 2020, un jugement important (A c. Procureure générale du Québec, 2020 QCCS 3375) dans lequel condamnait le Procureur général du Québec et madame France Rémillard à payer des dommages à la demanderesse suite au comportement d'une fonctionnaire du ministère de la Justice.

Une fois les faits de ce dossier rendus publics par le journal La Presse, le ministre a mandaté madame Lise Verreault pour mener des vérifications internes sur la conformité des processus et des mécanismes de gestion actuels de l'Autorité centrale du Québec (ACQ). Ce rapport a été remis au ministre le 17 décembre dernier et rendu public par la suite.

En ce sens, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer :

- Quel suivi a été apporté jusqu'ici à chacune des recommandations du rapport;
- Combien d'employés sont actuellement à l'emploi de l'ACQ, leurs noms et fonctions, nous donner la description de leurs tâches et nous dire de qui relèvent-ils;
- Pourrait-il nous mentionner quels processus ont été mis en place pour assurer des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes;
- Finalement, le ministre peut-il nous mentionner quelles sont les fonctions actuelles de madame France Rémillard au sein du ministère de la Justice?

217) Mme David (Marguerite-Bourgeoys) – **18 mars 2021**  
Au ministre responsable de la langue française

Le 4 novembre 2019, le Conseil supérieur de la langue française rendait publique une étude intitulée « Pratiques linguistiques des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec ». Ce rapport est une analyse de la politique linguistique gouvernementale adoptée en 2011. On y constate notamment qu'un peu moins de 40 % des employés de l'État connaissent l'existence de cette politique linguistique. Une grande proportion des employés de l'État ne peut donc pas appliquer cette politique dans le quotidien de leur travail et dans les interactions avec les citoyens québécois.

Au lendemain de la publication de ce rapport, le ministre responsable de la Langue française a publié un communiqué de presse où il déclarait en avoir pris connaissance et affirmait vouloir corriger rapidement la situation.

Maintenant qu'il s'est écoulé 16 mois suivant l'engagement du ministre à vouloir rectifier la situation, peut-il nous indiquer quelles actions ont été réalisées afin d'améliorer les pratiques linguistiques au sein des ministères et organismes de l'État ?

218) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **18 mars 2021**

Au ministre de la Justice

Le 28 janvier dernier, la Cour supérieure, dans le dossier *Center for Gender Advocacy c. Attorney General of Quebec*, a invalidé des articles du Code civil jugés discriminatoires envers les personnes trans ou non binaires. À la suite de ce jugement, le gouvernement a jusqu'au 31 décembre prochain pour modifier ces articles.

Ces modifications législatives sont très importantes pour la communauté LGBTQ2 du Québec et demanderont de la sensibilité et l'expertise nécessaire pour mener à bien ces travaux législatifs.

Pour ce faire, est-ce que le ministre peut s'engager à mettre sur pied, dès maintenant, une table de travail sur les modifications nécessaires avec les groupes compétents, notamment la Coalition des familles LGBT+, Enfants transgenres Canada, le Conseil québécois LGBT et autres experts?

219) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **23 mars 2021**

Au ministre des Finances

Le 13 juin 2018, le projet de loi 141, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières, fut adoptée et sanctionnée. Celle-ci apporta des modifications encadrant notamment le courtage locatif commercial.

Une des modifications qui fut soulevée généra une certaine libéralisation de l'industrie du courtage locatif commercial puisque l'obligation d'obtenir un permis de la part de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec pour pratiquer certaines activités de courtage a été retirée. L'exigence d'obtention d'un permis de courtage est dorénavant liée à l'aspect de représentation professionnelle et non à celle de la pratique : cela est paradoxal. Seuls les individus

portant le titre de courtier et opérant sous cette appellation doivent obligatoirement détenir un permis de courtage. Cette situation permet à n'importe quel joueur d'entrer dans le marché sans permis alors qu'il s'agit de transactions souvent complexes et délicates, dont les obligations légales font reposer l'ensemble des charges et des risques sur les locataires. Autrefois, l'émission d'un permis garantissait que les acteurs du milieu avaient minimalement les compétences pour opérer tout en assurant la protection du public.

L'OACIQ interprète cette modification législative comme suit en ce qui a trait à son application concrète : "Les titulaires de permis effectuant des transactions en courtage locatif sont assujettis aux obligations de la LCI même lorsqu'ils effectuent une opération de location. Les autres entreprises ou personnes qui ne détiennent pas de permis peuvent dorénavant effectuer une opération de courtage locatif, mais ne peuvent utiliser un titre qui laisse croire qu'elles sont courtiers immobiliers." L'organisation accueille d'ailleurs ces modifications avec prudence.

En considérant ces éléments, il importe de rehausser les normes encadrant la pratique du courtage locatif commercial pour des fins de protection du public. Ainsi :

- Est-ce que le ministre des Finances s'engage à intervenir par décret ou règlement pour corriger la situation en exigeant dorénavant un permis de courtage de l'OACIQ pour la pratique du courtage locatif commercial ?

221) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **25 mars 2021**  
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Au cours des dernières années, plusieurs controverses ont éclaté au Québec en raison de l'absence de validations chimiques. Un récent exemple est l'incendie qui a eu lieu dans une usine de produits chimiques à Trois-Rivières et qui a été causé en raison du fait qu'aucun chimiste n'était à l'emploi de l'entreprise.

Malgré le fait que près de 3 000 chimistes sont membres de l'Ordre des chimistes du Québec (OCQ), il est raisonnable d'affirmer qu'une grande quantité de personnes pratiquent la chimie au Québec de manière illégale et sans contrôle adéquat. Ce phénomène a d'ailleurs explosé dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, notamment pour ce qui est de la production de gel hydroalcoolique.

De plus, l'exercice de la chimie professionnelle a évolué considérablement au cours des dernières années et comprend aujourd'hui de multiples ramifications qui ne sont pas comprises dans la version actuelle de la *Loi sur les chimistes professionnels* (Loi). L'absence d'un cadre défini pour la pratique d'un secteur de la microbiologie s'avère problématique également. En ce sens, les microbiologistes qui sont représentés par l'Association des microbiologistes du Québec (AMQ) ont récemment émis le souhait que leur profession soit intégrée à l'OCQ. Afin d'assurer l'indépendance des processus d'analyse et la compétence des professionnels qui sont chargés de pratiquer des exercices reliés à la profession de microbiologiste, il importe que celle-ci soit encadrée sans plus tarder par l'OCQ, qui offre déjà à ses membres les leviers et outils requis à la pratique d'activités du domaine de la microbiologie.

Également, dans le cadre de l'étude du projet de loi 98, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel, l'OCQ a obtenu l'appui du ministre de la Justice pour une mise à jour de la Loi. En effet, ce dernier, alors dans l'opposition, avait pressé le gouvernement en place de procéder rapidement à cette mise à jour.

Il est donc primordial que la Loi soit mise à jour le plus rapidement possible, et ce, pour le bien de la population québécoise.

Dans ce contexte, voici nos questions pour la ministre responsable de l'application des lois professionnelles :

- À la lumière de ces informations, est-ce que la ministre responsable de l'application des lois professionnelles s'engage à mettre à jour la Loi sur les chimistes professionnels ?
- Si oui, dans quel délai?

222) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **25 mars 2021**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Au sujet du Programme québécois universel de dépistage de la surdité :

Le dépistage de la surdité chez les nouveau-nés est essentiel afin d'identifier rapidement d'éventuels troubles d'apprentissage ou de langage.

Considérant que dans le reste du Canada près de 95 % des nouveau-nés sont dépistés, le ministre peut-il nous indiquer:

- Quel est l'état d'avancement de l'implantation du programme dans les centres hospitaliers et dans toutes les maisons de naissance du Québec?
- Quelles sont les cibles par région et quel est l'échéancier de mise en oeuvre?
- Quelles mesures le ministre a-t-il l'intention de mettre en place pour rendre ce dépistage obligatoire pour chaque nouveau-né et quel est l'échéancier?
- Finalement, quel pourcentage des nouveau-nés du Québec ont été dépistés au cours des dernières années?

223) M. Ouellette (Chomedey) – **30 mars 2021**

À la ministre de la Sécurité publique

Le vendredi 21 août 2020, lors de la période des crédits du ministère de la Sécurité publique, j'avais demandé à madame la ministre quelles actions avaient été prises suite à la réception par son cabinet de plaintes visant du favoritisme dans ce qu'il avait été convenu d'appeler un système organisé de nominations partisans dans les promotions d'officiers au sein de la Sûreté du Québec.

En fonction des réponses obtenues, j'avais demandé à la ministre d'informer les membres de la Commission des institutions des éléments suivants et nous revenir avec des réponses à savoir :

1. Qui traitait ces plaintes reçues à son cabinet ;
2. Si la ministre avait vérifié le processus d'octroi des promotions d'officier à la Sûreté du Québec ;
3. Combien de plaintes avaient été reçues à son cabinet ;
4. Est-ce que les responsables visés par ces plaintes de favoritisme avaient été informés des allégations à leur égard ;
5. Comment la ministre comptait-elle s'y prendre pour assurer un processus de promotion juste pour tous.

Depuis cette demande faite publiquement et dont vous trouverez les fondements dans les transcriptions des débats de cette journée, les membres de la Commission des institutions attendent depuis plus de sept mois la ou les réponses de la ministre et de son ministère à ces cinq questions.

Le 24 mars 2021, je demandais à la ministre lors de la période de questions si son directeur de cabinet, M. Cédric Lavoie, avait eu le temps de l'informer du dossier et des plaintes qu'il avait reçues en novembre 2019.

La ministre peut-elle nous informer et nous dire quelles actions précises ont été prises suite à la réception de ces plaintes en plus de fournir des réponses aux 5 questions préalablement posées lors des crédits du ministère de la Sécurité publique du 21 août 2020 ?

224) M. LeBel (Rimouski) – **30 mars 2021**  
Au gouvernement

La situation continue de dégénérer dans l'ouest du Bas-St-Laurent avec de plus en plus de nouveaux cas de COVID-19. On atteint même un nombre de cas record depuis le début de la pandémie. De plus en plus de gens craignent que la région passe en zone rouge.

Si cela devait arriver, je me demande en foi de quoi la santé publique pénaliserait l'est du Bas-Saint-Laurent qui connaît un bilan épidémiologique sensiblement similaire à celui de nos voisins gaspésiens, qui eux, sont au palier jaune. Avant les Fêtes, le gouvernement caquiste avait décidé de diviser l'ouest et l'est du Bas-Saint-Laurent en deux. Il est donc possible de faire l'inverse au moment où la situation semble s'empirer dans les MRC de l'ouest de la région.

Mais voilà que selon le directeur régional de la santé publique, c'est le ministre de la Santé et des Services sociaux qui a décidé qu'il n'y aurait pas de séparation dans les régions cette fois-ci, contrairement à avant les Fêtes, où le KRTB était resté en orange alors que les MRC de Rimouski-Neigette, La Mitis, La Matapédia et La Matanie avaient basculé en zone rouge.

Le directeur a été clair en affirmant que : « C'est une décision politique. On nous a dit que ce serait ainsi cette fois-ci, et ce, pour toutes les régions. Aucune division. »

Alors, ma question est la suivante :

Au moment où la région craint de passer en zone rouge avec de plus en plus de cas dans les MRC de l'ouest du Bas-St-Laurent, le ministre peut-il nous expliquer sur quelle base il a décidé qu'une partie de la région puisse demeurer en zone orange n'est plus possible contrairement à avant les Fêtes?

225) Mme Ghazal (Mercier) – **31 mars 2021**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 7 octobre dernier, la Coalition des opposants à un projet minier en Haute-Matawinie (COPH), qui regroupe des citoyens de divers secteurs de la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, a fait parvenir une lettre au ministre concernant le projet minier Matawinie ainsi que l'évolution des recommandations émises par le commissaire du BAPE dans son rapport # 353 de juin 2020. La COPH n'a reçu aucune réponse du ministre depuis.

Dans sa lettre d'introduction accompagnant le rapport de la commission, monsieur Philippe Bourke, président du BAPE écrit ceci : « La commission d'enquête a examiné le projet dans une perspective de développement durable. À cet égard, elle soumet à l'attention des instances décisionnelles concernées divers éléments qui nécessitent des engagements, des actions ou des modifications, avant l'émission éventuelle des autorisations gouvernementales. »

Dans un souci de transparence, nous désirons connaître l'état des avancées et les résultantes découlant des recommandations émises par la commission dans son rapport.

Dans sa conclusion, la commission mentionne : « Considérant les enjeux d'acceptabilité sociale encore importants au moment de l'audience publique, mais reconnaissant qu'il était complexe d'intégrer ce projet dans un milieu habité et de villégiature, la commission estime que les évaluations qu'elle recommande devraient être réalisées par Nouveau Monde Graphite (NMG) afin de réduire les incertitudes du projet quant aux composantes valorisées par le milieu, notamment la qualité de l'eau, la qualité de vie, la cohabitation, la valeur des propriétés et l'héritage minier. À partir des résultats obtenus, des bonifications devraient être apportées par l'initiateur, puis évaluées par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), avant que le projet ne soit autorisé. »



Dans son rapport, la commission souligne également que le MELCC doit s'assurer d'obtenir du promoteur neuf études supplémentaires.

Je me permets donc de relancer le ministre de l'Environnement avec les questions suivantes :

1. Quelles sont les évaluations qui ont été réalisées par le ministère et par le promoteur du projet depuis le dépôt du rapport #353 de la commission en juin 2020?
2. Ces évaluations ont-elles été réalisées avant que le projet ne soit autorisé par le ministère?
3. Ces évaluations seront-elles rendues publiques?

226) M. LeBel (Rimouski) – **1<sup>er</sup> avril 2021**  
Au gouvernement

Passe-Partout est un programme éducatif qui facilite la première transition scolaire des enfants de 4 ans et de leur famille. C'est reconnu que les enfants qui ont participé à Passe-Partout sont susceptibles d'être moins vulnérables à la maternelle. C'est pourquoi les parents devraient avoir accès à ce programme par choix.

Ce programme éducatif est offert depuis plus de 40 ans et sa particularité est de soutenir la compétence parentale tout en facilitant la première transition scolaire. Il peut être offert en parallèle avec la maternelle 4 ans et s'avère un excellent complément aux différents services de garde éducatifs. Le programme Passe-Partout apporte de nombreux bienfaits aux enfants participants. Il permet de rejoindre les enfants qui ne fréquentent aucun service de garde éducatif avant l'âge de cinq ans et d'identifier leur vulnérabilité et leurs besoins avant leur entrée à l'école. Il est nécessaire de se donner tous les outils pour agir rapidement si un enfant a des difficultés.

Dans le contexte actuel de pandémie et également en lien avec l'évolution des maternelles 4 ans, j'ai appris que plusieurs des centres de services scolaires ont réduit le nombre de groupe de Passe-Partout.

Le financement du programme Passe-Partout est plafonné, ces coupures seront donc permanentes.

Il s'agit de deux programmes éducatifs différents qui peuvent cohabiter.

Mes questions sont les suivantes :

Est-ce possible de suspendre le plafond de financement du programme Passe-Partout dans les règles budgétaires des centres de services scolaires afin que les places non utilisées en période de pandémie puissent être financées dans les prochaines années?

Est-ce réalisable de revoir pour 2022-2023 les modalités du programme Passe-Partout en lien avec les recommandations du Rapport d'évaluation ministérielle, incluant l'actualisation du cadre d'organisation et des règles budgétaire afin de permettre le déploiement du programme à l'ensemble du Québec?

227) M. LeBel (Rimouski) – **13 avril 2021**  
Au gouvernement

L'évaluation de la conduite automobile, en principe, est demandée si vous observez des changements dans votre condition physique ou mentale. Une réduction de nos facultés suite à une maladie doit être évaluée par un ergothérapeute. C'est tout à fait normal, mais l'âge ne doit pas être un critère discriminatoire. On constate un grand nombre de personnes âgées qui doivent passer un examen de conduite de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et il arrive très souvent que la SAAQ leur demande des rapports avec un ergothérapeute suite à un échec routier. Les frais chez un ergothérapeute actuellement, soit 650 \$, et les délais pour obtenir un rendez-vous, soit un an d'attente, sont inacceptables.

Dans le passé, ce service gratuit était offert par le Centre Intégré de santé et des services sociaux de la région. Depuis quelques années ce service est offert au privé seulement et on constate une augmentation des coûts qui sont devenus difficiles à assumer pour les personnes âgées. En plus du stress qu'elles doivent vivre pour cette évaluation, s'ajoute aussi l'angoisse liée à l'aspect financier.

Dans une société démocratique comme la nôtre qui a des valeurs sociales importantes, comment peut-on en être arrivé là en éliminant complètement ce service public qui était nécessaire pour une grande partie de la population?

À mon avis, il y a situation d'âgisme, une discrimination lorsqu'il s'agit d'une personne âgée versus un jeune. Un jeune peut reprendre son examen à la SAAQ sans avoir à aller chez un ergothérapeute.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement va reconsidérer cette règle afin d'offrir à la population, y compris les aînés, un service d'ergothérapie au public?

228) M. LeBel (Rimouski) – **15 avril 2021**

Au gouvernement

Le gouvernement du Québec a acquis les ports de Rimouski, Matane, Gaspé et Gros-Cacouna du gouvernement canadien le 30 mars 2020. Il aura fallu trois ans de négociation avant l'acquisition. Selon la présidente-directrice générale (PDG) de la Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, Mme Anne Dupéré, nous avons hérité du fédéral de structures qui étaient très hypothéquées. Des structures que les tempêtes de neige et de vent viennent chaque année contribuer à accélérer leur processus de dégradation.

Le temps compte et la négligence d'Ottawa a été telle dans les années précédentes qu'il paraît évident qu'il faudra encore beaucoup de temps pour moderniser ces ports importants pour l'économie de l'est du Québec. Selon la société portuaire, ce n'est qu'en 2023 ou 2024, que l'on devrait être en mesure de débiter des travaux et cela « si tout va bien ».

Le transfert de propriété d'Ottawa à Québec s'accompagnait d'un chèque de près de 150 millions pour faire ces travaux jugés majeurs. Des acteurs impliqués de près dans ce dossier sont persuadés que les 150 millions de dollars d'Ottawa seront insuffisants. C'est une question qui préoccupe le conseil d'administration de la Société portuaire.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement peut confirmer les échéanciers prévus pour le début des travaux et considère que les 150 millions transférés d'Ottawa seront suffisants pour moderniser ces 4 ports? Sinon entend-il revenir à la charge auprès d'Ottawa qui est responsable de la dégradation de ces ports ou entend-il lui-même ajouter les sommes nécessaires aux travaux?

229) Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) – **20 avril 2021**

À la ministre de l'Enseignement supérieur

En date du 7 octobre dernier, l'ordre des chimistes du Québec a transmis une lettre à la ministre faisant état de leurs grandes préoccupations face à trois enjeux, ainsi que la solution qu'il propose, soit la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels.

Premièrement, l'OCQ exprime une vive inquiétude quant à la désuétude de la Loi sur les chimistes professionnels adoptée en 1964, une loi qui nuit à la capacité à lutter adéquatement contre l'exercice illégal de la chimie et à protéger le public.

Deuxièmement, l'absence d'encadrement adéquat de la profession de microbiologiste engendre un risque important et bien documenté pour la population. L'OCQ s'inquiète par ailleurs d'une hausse possible de la désinformation en lien avec la situation sanitaire actuelle.

Finalement, l'OCQ déplore que les dispositions de la loi actuelle nuisent à l'intégration à l'ordre et au marché de l'emploi des chimistes formés à l'étranger en faisant fi de toute expérience en chimie qu'un candidat qualifié et compétent ait acquise durant son parcours professionnel.

L'ordre des chimistes du Québec propose de remédier à ces trois problématiques en mettant à jour la loi et ainsi en mettant à jour la définition de la chimie, en assurant l'intégration des microbiologistes à un ordre conjoint avec les chimistes, et en facilitant l'intégration des chimistes formés à l'étranger.

La ministre peut-elle nous informer quant à ses orientations concernant la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels et quel est son échéancier?

La ministre peut-elle nous indiquer si un nouveau projet de loi sera présenté au cours de la présente législature?

230) M. LeBel (Rimouski) – **21 avril 2021**

Au gouvernement

Après un an de pandémie, un meilleur soutien aux personnes en situation de pauvreté n'est à l'évidence pas la priorité du gouvernement du Québec. On parle pourtant de 800 000 personnes qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base au Québec... Est-ce que cela ne devrait pas nous inciter à revisiter des modèles de solidarité sociale empruntant au revenu de base garanti?

À l'échelle canadienne, le directeur parlementaire du budget (DPB) a présenté, la semaine dernière, les résultats de l'exercice qui l'avait mené à publier ses premières estimations en juillet 2020. Il expliquait avoir appliqué à l'échelle du Canada les paramètres stratégiques d'un projet pilote effectué en 2017 à petite échelle, sur un échantillon de 4 000 personnes. Le Parti libéral provincial de l'Ontario avait instauré la mesure avant que le Parti conservateur de Doug Ford ne l'enraye après les élections de 2018.

Un Revenu de base garanti (RBG) réduirait selon lui le taux de pauvreté au Québec de plus de 60,4 % et de 49 % au Canada. Ces baisses estimées dans le taux de pauvreté sont calculées selon la mesure du panier de consommation (MPC), qui se base sur la moyenne du prix des biens et services de base.

Pourquoi pas un projet pilote au Québec? Des organisations réunies en une seule alliance pour tout le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine aimeraient que soit testé un projet de revenu de base ou d'assurance revenu de base dans toutes ces régions pendant 20 ans.

Le but est d'assurer un filet de sécurité pour tout le monde, que ce soit si la maladie frappe ou si une personne veut changer de carrière.

Selon un des promoteurs du projet, Yves Bonnier Viger, directeur de la santé publique pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, les expériences qui sont faites dans le monde ont toujours donné des résultats qui vont dans le même sens : diminuer la mortalité, la violence, les visites à l'urgence, les hospitalisations, etc.

Selon lui et selon les intervenants, il a aussi été démontré que les gens qui reçoivent un revenu de base ne « s'enrichissent » pas et n'arrêtent pas de travailler, au contraire. Une fois l'argent de l'aide sociale et autres récupéré, le projet de départ coûterait 800 M\$, mais le montant serait appelé à diminuer.

L'alliance souhaite pour le moment discuter de la meilleure façon de faire pour deux ou trois ans. Par la suite, le projet pilote pourrait prendre place pendant 20 ans.

La pertinence d'un tel projet est d'autant plus grande qu'il s'inscrit dans un environnement socioéconomique qui amplifie l'isolement et l'exclusion sociale et creuse toujours davantage les inégalités.

Ma question : Est-ce que le ministère de la Solidarité sociale serait disposé à participer à un tel projet pilote tel que soutenu par le directeur de la santé publique pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**a) 20 avril 2021**

Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques –  
*députée de Marie-Victorin*

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**